



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 12/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ROLANFER RECYCLAGE**

Port Public Thionville/Illange  
57270 Uckange

Références : ILLANGE\_ROLANFER\_2025-05-12\_RAPVI\_CP\_01480  
Code AIOT : 0006201395

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement ROLANFER RECYCLAGE implanté Port d'Illange 57970 Illange. L'inspection a été annoncée le 24/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a principalement pour objet de faire un point sur la situation administrative et les conditions de stockage des déchets ferreux de l'établissement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ROLANFER RECYCLAGE
- Port d'Illange 57970 Illange

- Code AIOT : 0006201395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Rolanfer Recyclage est actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral n°89-AG/2-609 du 24 octobre 1989 modifié à exploiter les installations de traitement de déchets non dangereux suivantes sur le Port public de Thionville-Illange :

- une installation de broyage de déchets non dangereux non inertes (rubrique 2515) ;
- une installation de transit et traitement de déchets de métaux non dangereux (rubrique 2713).

Ces installations sont par ailleurs classées à autorisation sous les rubriques 2791 (traitement de déchets non dangereux) et 3532 (valorisation de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative broyeur	Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 2 modifié (partiel)	Sans objet
2	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 15 modifié (partiel)	Sans objet
3	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 15 modifié (partiel)	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats de l'inspection, l'exploitant respecte globalement les prescriptions contrôlées lors de la présente visite.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative broyeur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 2 modifié (partiel)			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect des capacités			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les activités qui sont exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : [...]			
Numéro	Activité	Régime (1)	Capacités
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720,	A	Broyeur : 1 000 t/j avec un maximum de 190 000 t/an répartis comme défini à l'article 1

	<p>aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j</p>		
3532	<p><b>Valorisation ou mélange de valorisation et d'élimination de déchets non dangereux non inertes</b> avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement biologique</li> <li>- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération</li> <li>- traitement du laitier et des cendres</li> <li>- <b>traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants</b></li> </ul> <p>Nota. - lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est</p>	A	<p>Broyeur : 1 000 t/j avec un maximum de 190 000 t/an répartis comme défini à l'article 1</p>

	la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour		
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

[...]

L'article 1 de l'arrêté précité prévoit la répartition suivante :

L'autorisation est délivrée pour une production annuelle maximum de :

- 80000 tonnes de ferrailles déchiquetées,
- 72000 tonnes de ferrailles cisailées,
- 1800 tonnes de métaux non ferreux,
- 200 tonnes de stériles,
- 36000 tonnes de mâchefers.

#### Constats :

L'inspection a constaté sur l'état des tonnages réceptionnés et produits en 2024 la production de :

- 37 435 tonnes de ferrailles déchiquetées,
  - 107 tonnes de ferrailles cisailées,
  - 2 660 tonnes de métaux non ferreux (tonnage exceptionnel en juin 2024 lié à une modification de la production en raison de la maintenance d'un équipement),
  - 21 890 tonnes de machefers,
- soit un total de 62 092 tonnes. La capacité maximum globale de 190 000 t/an pour le broyeur sous les rubriques 2791-1 et 3532 est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Conditions de stockage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 15 modifié (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Organisation des stocks

#### Prescription contrôlée :

Les stocks à terre seront organisés comme suit :

- hauteur maximale comptée au niveau du sol : 6 mètres

[...]

#### Constats :

L'inspection a constaté que les hauteurs des tas les plus hauts dépassaient environ de 2 mètres le mur de clôture, soit une hauteur maximale des tas de 4 mètres.

Pour estimer les tas, l'exploitant fait passer un drone tous les trimestres pour contrôler les stocks : vu les passages des drones des mois de janvier et mars 2025.

Par ailleurs, pour respecter la limite des 6 mètres maximum autorisés, l'exploitant a déclaré qu'il s'assure que le tonnage mensuel en apport ne dépasse pas 10000 tonnes en tenant compte des capacités de production du site (broyeur fonctionnant sur 2 postes). Vu les tonnages mensuels en 2024, cette limite est respectée.

<p>2024, cette limite est respectée.</p> <p>Toutefois, les hauteurs actuelles des tas des stocks sont atypiques et font suite à un arrêt du moteur du broyeur début février 2025 pendant 1,5 mois. Les principaux fournisseurs étant des incinérateurs, les apports continuaient à arriver sans pouvoir être traités. Le stock d'entrants a ainsi été séparé en 2 tas : 1 au sud et 1 au nord. Le retour à la normale devrait se faire progressivement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Conditions de stockage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/10/1989, article 15 modifié (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aires de stockage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stocks à terre seront organisés comme suit :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dépôt de ferrailles broyées,</li> <li>- dépôt de mâchefer,</li> <li>- dépôt des stériles,</li> </ul> <p>sur une aire bétonnée étanche ou en benne ou en wagon étanches.</p> <p>Les dépôts de mâchefers sont entourés d'une enceinte de bloc bétons afin de limiter la prise au vent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que les aires de stockage sont bétonnées et les différents produits/déchets sont séparés par des blocs bétons.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>